

# LE MILITANT

Centre de Liaison et de Regroupement Socialistes  
 POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE EN MILIEU OUVRIER

avril 65

## CONDAMNATION DU RÉFORMISME

Les élections municipales auront donné le spectacle de la complète décomposition politique de la SFIO. Rarement seul, quelquefois à gauche, souvent à droite, le parti de G. Mollet a trahi, une fois de plus la confiance des travailleurs. A Marseille, le Monsieur Defferre de "nos alliés de Washington" est élu, avec pour ses listes quelques 18.000 voix de l'UNR et des indépendants et pour lui-même, les compliments de la presse de droite. Dans la Seine, les exclus d'hier, aujourd'hui élus, ont toutes les chances d'être réintégrés. Partout où elle l'a pu, la SFIO a fait alliance avec un "centre", trompant les travailleurs sur la véritable nature de ce centre qui n'est rien de plus que l'une des ailes de la classe bourgeoise.

On peut s'étonner de ce que les voix ouvrières se soient portées sur la liste centriste à Nantes, mais pas trop tout de même si l'on se souvient que la SFIO était partie prenante et que Hébert, anarcho-syndicaliste connu, l'homme de l'appel de Nantes soutenait l'homme de la "ligne Morice". Ne pas s'étonner non plus de ce que les mineurs sous-payés et les chômeurs du textile aient souvent voté "centriste": c'était la sanction prévisible de l'enlèvement de la grève de mars 1963. Certes le PCF a augmenté le nombre de ses voix, mais cela signifie que le nombre de ceux qui attendent que le parti définisse une politique claire est en augmentation. Finalement, même là où il y a eu alliance entre organisations de gauche, il n'y a pas eu de véritable élan de type Front Populaire. Là encore, il ne faut pas s'étonner. L'affaiblissement des luttes revendicatives à partir des 27 & 28 Janvier, le contenu étriqué des alli-

ances de gauche (batter 3<sup>e</sup> UNR), tout cela ne mettait pas les directions ouvrières dans la position de leaders. L'absence de lutte et de perspectives politiques claires ont conduit tout droit les travailleurs à voter "efficace" plutôt que "politique" c-à-d pour les listes susceptibles d'apporter des satisfactions immédiates (squares-arrêts de bus-crèches). Le fait de voter "politique" signifie que l'on voit plus loin que les avantages immédiats. Or, à part l'Horizon 80 de Defferre et les projets d'une république moderne à la Mendès France, il n'y avait et il n'y a que la proposition d'une réinstauration de la démocratie bourgeoise parlementaire et véritable du PCF. A un futur brumeux les travailleurs ont, dans de nombreux cas préféré le présent que leur offrait les "bons gestionnaires de Mairie". Mais on ne doit pas se laisser décourager pour autant. Les votes des 1<sup>er</sup> & 21 mars constituent un sérieux avertissement donné par les travailleurs aux réformistes de tous poils. Il serait faux de croire que la classe ouvrière se tourne vers la droite. Elle attend quelque chose de la gauche, ce qui est différent. De même que les grèves ne recevront l'appui enthousiaste des masses qu'à la condition de viser de grands objectifs, les partis de la gauche ne triompheront nettement dans les campagnes électorales qu'en ouvrant la perspective d'une transformation socialiste de la société. Pas de grandes luttes sans grands objectifs; pas de grands objectifs sans perspectives socialistes!

C'est la seule traduction correcte que l'on puisse faire des votes aux élections municipales.

NE PAS CONFONDRE

En première page de l'Huma du 4 mars, une photo de Johnson : un Johnson grimaçant et gesticulant qui justifie la guerre au Viet-Nam. Et sous la photo cette légende : "Johnson se prend pour Goldwater".

Non, non camarades, il ne "se prend pas" il EST Goldwater !

UN TRAVAIL BIEN PAYE

120.000 A.F. par mois, ce n'est pas mal pour un employé sans qualification d'un service technique dans l'une des plus grosses usines d'électronique de la région parisienne.

Il est vrai que ce salaire comprend quelques primes :

- ancienneté :..... 3.500
- incommodité (celle-ci est très réelle, confinant à l'insécurité)..... 7.600
- prime collective..... 4.600

Mais l'essentiel est tout de même constitué par les heures supplémentaires à 25 et 50% de majoration. Et il y en a ! car le salaire de base n'est que de 63.000 AF ce qui fait une semaine de 59 h.1/4 soit 5 jours à 10 h.25 et un jour de 8 heures.

SADISME

"L'idée que, par suite de difficultés de logement ou de raisons économiques, il "sera difficile d'élever des enfants, ne vient même pas à l'esprit, car la famille "si misérable soit elle, est tout de même "la famille. Même si l'enfant meurt de "faim, il mourra entourer de tendresse, "ce qui est mieux que de mourir anonyme-ment avant la naissance. Le traumatisme, "la blessure morale de la contraception, "est autrement plus grave. L'enfant meurt "de malnutrition, mais son souvenir res-tera comme un petit éclair de lumière "fugace et un bonheur passager, mais un "vrai bonheur; que reste-t-il après la "contraception, l'avortement ?"

C'est signé : R.P. Maidenoff S.J. et publié dans la revue "Peuple Libre". Reconnaissons à ce salique le mérite d'être logique; il faut bien le dire : s'il n'y avait plus d'enfants mourant de faim, où irait la charité chrétienne ?

EXTRAIT DE "L'ANNEE DANS LE MONDE"

Salaires nets moyens

	Hommes	Femmes
Cadres supérieurs		
1960.....	2.283 F	1.299 F
1961.....	2.480,5	1.441,1
1963.....	2.931.	1.700.

Cadres moyens		
1960.....	1.174	753,5
1961.....	1.250	816,4
1963.....	1.454	963

Employés		
1960.....	645	497
1961.....	693,3	528
1963.....	818	623

Ouvriers		
1960.....	547,7	356
1961 ;.....	582,7	378,9
1963.....	687	447

Le petit tableau qui précède se traduit de la manière suivante:

Augmentations de salaires (1960-63)

- Cadres supérieurs.....	28,5%
- Cadres moyens.....	41,8%
- Employés.....	26,8%
- Ouvriers.....	25,5%

ATTENTION! il ne s'agit pas de l'augmentation du pouvoir d'achat.

Ecarte entre hommes et femmes :

Cadres supérieurs :	75,5%	en 1960
	72,5%	en 1963
Cadres moyens :	55,6%	en 1960
	51 %	en 1963
Employés :	29 %	en 1960
	31,3%	en 1963
Ouvriers :	53,8%	en 1960
	53,6%	en 1963

XX

A T T E N T I O N

Samedi 10 Avril à 14 heures

Dimanche 11 Avril

REUNION DU C. L. R. S.

5 rue Aubriot - Paris -

XX

Abonnement au MILITANT A. CALVES

CCP Paris 1005 - 68

# ⇒ ECHOS ET INFORMATIONS

## Mme MEIR EXALTE LA RACE

Le ministre des affaires étrangères d'Israël, Mme Golda Méir, peut avoir de bonnes raisons d'être contrariée par l'accord entre l'Allemagne de l'Est et l'Egypte, mais elle délire quand elle déclare :

"Qu'Ulbricht n'oublie pas qu'il est Allemand et qu'en cette qualité, il partage la responsabilité collective du peuple allemand qu'il se trouve à l'Ouest ou à l'Est" (Le Monde 14.3)

En se plaçant sur le terrain du nationalisme et du racisme, Mme Méir prépare de sérieux ennuis à son peuple.

Mme Méir oublie trop facilement que s'il y eut une collectivité qui, dès le début, se battit contre les nazis, ce fut le Parti Communiste allemand et non les juifs "en cette qualité". Les premiers tués ne furent pas des juifs, mais des communistes "en cette qualité".

"En cette qualité", des dizaines de milliers de juifs ne bougèrent pas... Le loisir sairest conduire à l'abattoir.

Et quand l'odieux visage du fascisme parut en Espagne, les communistes allemands émigrés remirent le sac au dos et formèrent l'héroïque brigade Thaelman. Peut-être y avait-il, dans cette brigade, des juifs en qualité de communistes. Mais personne n'a entendu parler d'une brigade juive "en cette qualité".

Il y a, hélas, une morale à cette histoire.

Ça n'est même pas Mme Méir qui a inventé la "responsabilité collective du peuple allemand".

## HISTOIRE DE RIRE UN PEU

"Le capitalisme international a tenté un coup de force pour débarasser les capitalistes anglais du gouvernement travailliste. C'est donc un véritable "mur d'argent" international qui s'est dressé sur son chemin..."

Fort heureusement le gouvernement de notre camarade Wilson a su répondre par une contre-manoeuvre foudroyante à savoir un emprunt massif de dollars, marks francs, auprès des banques centrales de onze Etats, y compris la France". (La griffe du 14ème. N°3. Bulletin SFIO du 14ème Arr. Paris)

Otez du capitalisme international, onze riches Etats capitalistes. Que reste-t'il???

## "L'ELITE" DU PAYS VOUS PARLE

Voici comment le journal des "Etudiants de la restauration nationale" N° 99 voit les "rebelles du Congo".

"Papa, maman et les petits enfants sagement rangés autour du chaudron, compensent leurs longues souffrances de colonisés, par un petit plat bien gagné à base de colon et de missionnaire justement punis, tandis que l'oncle qui a fait ses études gratuitement à Paris, raconte les manifestations de l'UNEF et affirme que la chère est meilleure qu'au restaurant universitaire" (P.3)

Ceci dit, à la page 5, ce journal est très sévère pour "les historiens de Sciences Po. qui acceptent sans beaucoup d'esprit critique, quelques idées reçues"

## TOUCHER A TOUT...SAUF AU GRISBI

Comme chacun sait, le pape Pie XII n'a lancé aucun appel solennel contre Hitler. Il n'a pas frappé d'excommunication ses serviteurs.

Mais, il y a des cas, où cela n'est pas possible, voyons.

Par contre, il y a des cas où c'est possible.

A l'heure où le gouvernement de Brasilia "envisage" une très très modeste réforme agraire, deux évêques brésiliens viennent de clamer:

"La doctrine catholique est incompatible, fondamentalement, avec les expropriations qui portent atteinte au 7ème commandement de Dieu: "tu ne voleras pas". Dans ces conditions, si des catholiques reçoivent des terres expropriées par la puissance publique, ils ne pourront recevoir les sacrements de la pénitence et de l'eucharistie ou le sacrement des malades". Le Monde 25.3.65

Si, après cela, des églises brûlent au Brésil, il y aura peut-être des catholiques étonnés en France.

Mais les misérables indiens du Brésil comprendront facilement, eux, à qui, naguère les terres furent volées par de bons catholiques...et en dépit du 7ème commandement de Dieu.

## PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS

Cinquante fois par mois à la demande d'un patron du bâtiment, la police intervient sur un chantier de la région parisienne et chasse brutalement des travailleurs qui revendiquent.

Ceci se passe hélas dans une indifférence digne du Texas; car ces ouvriers ont commis le crime de naître ailleurs qu'en France.

Cinquante fois par mois des ouvriers algériens et portugais meurent dans des accidents du travail.

Ils sortent d'un taudis, d'une

baraque en terre et en tôle et vont chercher la mort en construisant des appartements qui ne seront jamais pour eux.

Mais pour beaucoup de français même dits "de gauche", ces exploités ne sont pas des frères ouvriers.

Le lieu de naissance importe plus que la condition sociale. Et le fantôme de Hitler doit bien rigoler.

## PAS D'ENNEMIS A DROITE

Pendant la campagne électorale le journal de Deferre "Le Provençal" publie le 19 mars un appel des nostalgiques de l'OAS qui demandait de "voter pour la liste la mieux placée afin de battre les extrémistes".

... Les extrémistes de gauche naturellement, car, qui a entendu du l'OAS s'exprimer contre les extrémistes de droite?

L'appel se terminait par un souvenir pour "nos martyrs; Degueldre, Bastien Thiery, Dovecar...etc"

Ainsi, Deferre qui, il y a trois ans réclamait la guillotinerie pour l'OAS, n'hésite pas à se servir de ces fascistes pour lutter contre le PCF.

Cela juge bien l'individu et nous montre qu'il peut aller très loin contre la classe ouvrière.

En ces jours anniversaires de la Commune, souvenons nous que "l'oppositionnel démocrate" Thiers fut, contre les travailleurs, cent fois plus ignoble que Napoléon III

Faisons donc, dès maintenant, dans toutes les Etincelles, connaître les actes de Deferre, cet "oppositionnel démocrate" qui n'attend même pas la fin de Napoléon pour s'allier à Gallifer.

## DEMAIN ON RASERA GRATIS.

L'Humanité du 8 mars répondait à un lecteur qui demandait pourquoi il existe différentes classes dans les trains en URSS. Peu avant cette date, la télévision avait montré le transibérien avec ses wagons de grand luxe et ses pauvres wagons à banquette de bois...et la route est longue de Moscou à Wladivostock.

L'Humanité répondit fort logiquement : "la hiérarchie des qualifications et des salaires subsiste...pourquoi l'égalité régnerait-elle dans les seuls chemins de fer ?"

Le fait est que si l'on accepte qu'un technicien élevé aux frais du peuple, gagne beaucoup plus qu'un ouvrier, on accepte aussi tous les privilèges qui découlent d'une bourse bien garnie. Le vrai problème est donc ailleurs.

L'Humanité ajoutait :

"Le socialisme ne prétend pas vivre en 1965 selon des règles qui seront applicables en 1985".

En fait, notons que le socialisme prétendait vivre selon ces règles...en 1925. Mais, que veut dire, d'ailleurs "le socialisme prétend". Le socialisme s'incarne dans des hommes. Qui sont donc ces hommes qui ont décidé des wagons de luxe pour les uns et des banquettes en bois pour les autres ? Nous doutons très fort que ce soient des ouvriers.

Et si ce ne sont pas des assemblées ouvrières, quelles garanties avons nous pour 1985.?

Cette date nous semble une simple habileté. Le paradis après la mort est devenu un slogan usé.

Un délai de 20 ans est plus habile.

L'Humanité utilise un argument à double tranchant. En se mettant à genoux devant de pseudos causes objectives, elle conduit le lecteur à penser que l'URSS a, encore, un niveau technique fort bas. On ne peut, à la fois, exalter les progrès de géant...et justifier les banquettes en bois.

D'ailleurs, quand on se met à genoux devant les "causes objectives", on en arrive parfois aux pires reniements du communisme.

Quand l'Humanité termine son article par "La suppression des classes...dans les chemins de fer, dans les conditions présentes, pourrait bien n'être que démagogie", elle ne se contente pas d'abaisser subitement le niveau économique d'une URSS qui (L'Humanité dixit) devrait dépasser les U.S.A dans 15 ans, elle insulte aussi les communards qui, en 1871 estimèrent que le plus haut fonctionnaire ne devait pas avoir un salaire supérieur à celui d'un ouvrier qualifié, elle insulte le parti bolchevik de Lénine qui, dans une période bien plus dure qu'aujourd'hui, ne voyait pas la nécessité des wagons de luxe. Plus grave, elle apporte de l'eau au moulin des idéologues bourgeois, et en souffletant au passage ces serfs qui firent tant de jacqueries, elle fait indirectement l'apologie des seigneurs du Moyen-âge qui, s'ils n'avaient pas eu le Pape de Rome pour les justifier, auraient été ravis d'apprendre que l'affreuse situation économique de l'époque suffisait à justifier leurs menus privilèges.

### "LA VOIX DES TRAVAILLEURS"

Journal CFTD de la Loire Atlantique écrit dans son N° de Mars :

"La municipalité de Nantes a réussi un exploit. Elle a voté une subvention de 750.000 AF à une "union locale" CFTC qui a ceci de particulier, c'est qu'elle n'existe pas. En effet, renseignements pris à la mairie de Nantes, les formalités administratives n'avaient, le 1er mars, jamais reçu déclaration d'une "Union locale" pour laquelle l'avant-veille, le conseil municipal allouait une subvention à égalité avec les autres centrales...

En fait de subvention de fonctionnement...il s'agit d'une subvention de...création".

## QUESTION DE SALAIRES

Un fait est certain : les patrons ne tiennent pas à ce que les salaires soient connus par branches d'industrie et par région. Cela donnerait l'idée à des ouvriers "subversifs" qu'à TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL, est une chose normale..et... donc, de vouloir normaliser. C'est bien pourquoi nous devons faire en sorte que les métallos ou les dactylos de province connaissent les salaires de la région parisienne. Il n'y a aucune raison pour qu'un P2 électricien ou tourneur de Sochaux soit moins payé que celui qui fait le même travail à St Denis ou Courbevoie. Nous devons mettre en évidence que l'une des batailles à mener est la suppression des abattements de zone. Il faut donc que les camarades de Paris et de province se livrent à une véritable enquête sur les salaires et nous envoient les renseignements qu'ils auront obtenus: ces renseignements seront publiés et pourront être repris dans les Etincelles. Pour l'instant nous avons reçu des données concernant la branche des documentalistes, celle des employés de l'EDF et celle des métallos de Chausson. Envoyez vite les résultats de votre enquête à Pesquet : 4 square Bassompierre. Chatenay - Malabry. Seine.

~~XX~~

## CHEZ RENAULT.

La durée du travail est ramenée à 45 h pour les mensuels et 48 pour les ateliers, depuis Janvier. 2 raisons à cela:

- 1) Il y a une diminution des effectifs. 3000 ouvriers sont partis chercher une situation meilleure ailleurs.
- 2) La Régie a besoin (momentanément peut-être) de bras parce qu'il faut constituer un stock immédiatement commerciable dans la perspective des commandes de printemps. Et après ? Faut-il attendre que Dreyfus fasse lui même une nouvelle réduction des horaires, ou faut-il la lui imposer par la lutte ?  
Telle est la question que l'on devrait se poser.

## AU C.E.A. SACLAY

La durée hebdomadaire du travail est de 45 h. On commence à 8h1/2, et l'on termine à 18 h. Les employés de ce centre sont, pour la plupart transportés par des autocars que paie l'administration. Jusqu'au mois de janvier, les cars arrivaient au centre à partir de 8h et demi. Ils repartaient à partir de 18h. Cela se traduisait par une mise au travail à partir de 8h50 et le départ des laboratoires à partir de 17h45. L'administration n'est plus d'accord ; elle a ordonné aux chauffeurs de cars d'être tous entrés dans le centre à 8h1/2. Ce qui veut dire que les cars partent plus tôt des divers coins ou ils prennent les employés. Les syndicats ont protesté en répondant : "Vous voulez que tous les cars soient entrés à 8h1/2. Nous voulons qu'ils soient tous partis à 18 h". Ce qui se traduit par l'arrêt du travail à partir de 17h 30.

Finalement on est entrain d'ergoter sur une dizaine des minutes, et bien des "blouses blanches" pensent que ce n'est pas sérieux : "L'administration est en droit d'exiger que le contrat de travail qui est de 45 h soit respecté". C'est assez logique. On ne peut mobiliser grand monde sur une telle affaire. La vraie bataille ne peut se mener que sur le mot d'ordre de **REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL** sans perte de salaire (et, pas seulement pour les femmes).

## EMPLOI.

Le 27-9-64, on enregistrait 45.709 offres d'emploi et 94.313 demandes. Il y avait, à peu près une offre pour deux demandes. 5 mois plus tard, le ministre du travail estime qu'il y a une détente sur le marché de l'emploi. 22.190 offres d'emplois et 156.268 demandes. Une offre pour 7 demandes. Détente ? Pas pour tout le monde. Mrs les industriels qui goutent la détente, pourraient connaître des moments moins agréables si quelques milliers d'ouvriers leur parlaient du retour aux 40 heures.

# 6 ET 7 MARS

## ASSISES NATIONALES POUR LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL DES FEMMES .

2200 délégués, dont une vingtaine d'hommes, réunis à l'initiative de la CGT. On pouvait penser que la nécessité de la réduction du temps de travail des femmes était admise et que ces assises seraient "un large débat sur les mesures nécessaires et urgentes pour la réalisation de cet objectif". Ceci se trouvait précisé dans le préambule de l'appel signé par des "personnalités".

Il n'y eut pas de débat et l'on n'étudia aucune mesure. Deux jours durant, les exposés et les interventions de délégués s'attachèrent à démontrer qu'il faut réduire le temps de travail des femmes. Les raisons : le double rôle social de la femme, la double journée de travail. Les détails intéressants et parfois même révoltants sur les conditions de travail dans certaines entreprises auraient pu être portés à la connaissance des délégués dans une simple feuille rognée.

Une sociologue ouvrit la première séance par une analyse objective de la situation. Elle conclut en disant que son travail de chercheur consiste à étudier des faits et qu'il appartenait aux délégués d'étudier les moyens de changer ces faits.

Son attente fut déçue. Toutes les interventions envisagèrent la société comme un fait objectif. Personne n'adopta le point de vue du militant engagé dans un processus, dans un rapport de forces à changer. Personne ne situa l'exploitation des femmes dans son contexte réel : l'exploitation d'une classe par une autre. Les véritables problèmes ne furent donc pas abordés.

Trois interventions rompirent fugitivement l'harmonie ; l'une d'elles, en faveur de la femme au foyer, n'était pas illogique après tant de glorifications du rôle de mère et d'épouse. Deux autres d'accord sur le but, mais pour tous les travailleurs, hommes et femmes, voulaient envisager les difficultés, les dangers, d'une revendication uniquement féminine. La salle ne leur fit pas meilleur accueil qu'à la première. Et de protester.. On n'était pas là pour examiner les difficultés ni débattre des formes de lutte... On était là pour communier dans un sentiment unanime : il faut réduire le temps de travail des femmes. Un congrès, c'est une cérémonie dont la liturgie doit être respectée.

Quelques remarques : 1) La satisfaction d'avoir attiré l'attention de l'opinion publique par toutes nos actions.

2) La reconnaissance, exprimée dans la majorité des interventions, vis à vis des éminentes personnalités qui se penchent sur les difficultés de la classe ouvrière.

3) L'agacement manifesté avec véhémence par la salle lorsque parla une femme O.S. la seule. Elle lisait péniblement... C'était déplacé..

Conclusion : Il faut réduire le temps de travail des femmes en priorité. Bien sûr, nous essayerons d'entraîner les hommes dans notre revendication. Nous emploierons tous les moyens (Tous ?) Nous ne refuserons rien, ni 1/4 d'heure, ni 5 minutes, mais nous demanderons toujours davantage.

...Vous pensez que ce n'est pas possible, qu'on n'a pas réuni à grands frais 2200 femmes venues de toute la France, deux jours, pour en arriver là. C'est pourtant rigoureusement exact. Pas une mesure concrète. Rien, je vous l'assure.

Geneviève Vecten .

# LE TALON DE FER

Une partie du Centre Viet-nam est un brasier arrosé de napalm et de phosphore. Des centaines de milliers de malheureux fuient cet enfer.

Dans chaque combat contre les partisans, les yankees et leurs domestiques sont battus. Aussitôt Johnson se venge en écrasant sous les bombes un village du nord Viet-nam.

Ce champion du bombardement des écoliers "rebelle", ce spécialiste des gaz asphyxiants, réussit à braver la honte et à parler "d'acte gratuit de cruauté" à propos du dynamitage de l'ambassade américaine, de cette ambassade d'où partent tous les ordres de crimes.

Pour le moment, l'arrogance USA se trouve encouragée par la passivité du camp socialiste.

Chinois et russes se rejettent diverses responsabilités. Qui croire? Ce qui est, hélas certain, c'est que les tueurs USA peuvent écraser à peu près impunément le peuple du Nord-Vietnam DEPUIS DEUX MOIS. Et le Nord Vietnam est partie intégrante du camp socialiste.

Devant cette situation, Castro, inquiet à juste titre sur les..délais de l'aide qui "serait" apportée à Cuba, si elle était attaquée demain, Castro donc, vient de déclarer que "La temporisation ne désarmera pas mais ne fera qu'accroître le cynisme de l'impérialisme USA".

Castro a raison. C'est finalement la guerre mondiale qui est au bout des concessions faites au "Talon de fer" américain.

Pour notre part, dans nos organisations, nos syndicats, nos groupes, nous ne devons pas laisser passer une réunion sans mettre à l'ordre du jour le problème du Viet-nam, c'est à dire les mesures utiles pour sensibiliser les travailleurs de France et pour nuire aux gras tueurs de Washington et à leurs porte-cotons de France.

mmmmmmmm mmm mmmmmmm mmm mmmmmmm mmmmmmm mmmmmmm m mmmmm C.A.

## PLEUREZ MES FRERES.

## LOGEMENTS POUR TRAVAILLEURS. ???

Le Parisien "libéré" se faisait l'interprète inquiet du Plan de Stabilisation dans une lettre à "Mr l'administrateur de divers sociétés". "Le blocage des prix et les restrictions de crédit... touchent moins les classes dites modestes que ce qu'on appelle la bourgeoisie et, "ceux qu'on classe dans cette catégorie" sont, aujourd'hui obligés de réduire leurs dépenses comme en témoigne "la langueur des commerces de luxe" Malheureux bourgeois. Pleurons sur ces pauvres victimes de la stabilisation. Pleurons sur ceux qui vont devoir décommander leur Cadillac et se contenter d'une Mercedes.

A Draveil, un nouvel ensemble HLM vient de sortir de terre: la cité Danton. Les loyers modérés HLM seule chance pour les travailleurs d'obtenir un logement décent, appartiennent-ils désormais au passé? Qu'on en juge: Un 5 pièces à Danton coûte tous les mois 337,80 frs, et on demande pour y entrer la bagatelle de 1090 frs (Dépôt de garantie, provisions etc). L'ouvrier avec ses 4 enfants et ses 1000 frs par mois peut rester dans sa cabane. Les logements "sociaux" (et chacun sait qu'ils sont rares) sont détournés par le Pouvoir de leur destination naturelle pour devenir une entreprise de profit confiée aux grandes sociétés immobilières.

mmmmmmmmmmmmmmmmmmmm

ABONNEZ VOUS. AIDEZ NOUS.

mmmmmmmmmm



# A PROPOS DE LA POLITIQUE DES REVENUS

La tendance à la concentration des moyens de production dans un nombre toujours réduit de mains capitalistes, conduit au maniement d'investissements de plus en plus énormes. Les capitalistes ne pensent pas leurs problèmes d'investissements à l'échelle d'une usine, mais à celle d'un trust ou de plusieurs trusts et, finalement à l'échelle nationale. Mais, qui dit investissements énormes, dit également investissement sur des périodes relativement longues. S'il faut prévoir les amortissements, il faut donc également prévoir les coûts de production ; les choses deviennent plus simples si l'on rend relativement stables les coûts de production. Or, ceux ci comprennent les dépenses de salaires, qu'il faut également rendre stables, et plus exactement, dont il faut régler l'accroissement. C'est à partir de cette logique que les capitalistes en viennent à proposer la POLITIQUE DES REVENUS, c'est à dire, la programmation des dépenses de salaires.

Il est évident que cette proposition présente de graves dangers pour le mouvement ouvrier. Par la politique des revenus, les capitalistes visent, avant tout, à se protéger contre les luttes revendicatives qui pourraient bousculer leur plan. Il s'agit donc, pour eux d'obtenir un accord global avec les syndicats dans le domaine des salaires et, ainsi, ficeler les mains des Directions ouvrières ; la lutte pour la revalorisation des salaires étant remplacée par un engagement écrit, signé et contresigné. Les directions syndicales semblent bien avoir compris le danger et ont manifesté assez clairement leur opposition à la politique des revenus. Mais l'attitude générale de ces directions est pleine de confusion qu'il ne faut pas craindre d'examiner.

1) Les directions syndicales dénoncent à juste titre, l'orientation générale du 5ème plan. Mais, ces

directions et leur base sont représentées dans les diverses commissions d'élaboration du Plan et travaillent donc avec l'Etat-Major capitaliste, lui proposent même des amendements à tel ou tel paragraphe. Comment peut-on modifier partiellement un projet de programmation capitaliste, et dénoncer l'ensemble de ce projet qui comprend, lui, la politique des revenus ?

2) Les représentants ouvriers dénoncent la politique des revenus avec ce que cela suppose d'atteintes au droit de grève et de liberté de revendiquer des augmentations de salaire. Mais, par ailleurs, ils ont accepté, préalablement aux luttes, de discuter dans des commissions des "sages", Grégoire et Toutée. On nous répondra que les syndicats ont qualifié de farce cette procédure ; oui, c'est vrai, mais, après, et la farce a duré trop longtemps sans que les dirigeants ouvriers aient élevé de protestation. Cette attitude va tout à fait à l'encontre de leur opposition à la politique des revenus.

3) Dire aux travailleurs qu'elle est la véritable nature des commissions de "sages", est une chose ; faire en sorte que les travailleurs ne soient pas tentés par les propositions des sages en est une autre. Dans la mesure où les luttes actuelles portent sur des revendications partielles, voire catégorielles, dans la mesure où ces luttes ne sont pas victorieuses à coup sûr, et finalement dans la mesure où rien n'est fait pour une généralisation des luttes sur des mots d'ordre communs à l'ensemble de la classe ouvrière, les "sages" acquièrent une position de force. De plus en plus, les travailleurs vont se trouver devant un choix : ou bien de nombreuses petites grèves partielles pour 5% d'augmentation qu'ils ne gagneront pas



Dans le Nouvel Observateur du 28 janvier, on a pu lire sous le titre "On nous préférerait chrétiens" des propos d' Eugène Descamps recueillis par Serge Mallet. Rien d'absolument nouveau, sans doute, sur les positions de la C.F.D.T. (et des derniers temps de la C.F.T.C.) mais un clair exposé, concis, qui permet de bien cerner les divergences. L'impression s'en dégage que Descamps croit sincèrement ce qu'il dit, et cela change des habituelles déclarations de dirigeants, très habiles à cacher leurs positions effectives sous des phrases gauchistes. Descamps, lui, avoue tout net son néo-réformisme, ou, plus exactement, son "gradualisme". Il dit : "La société socialiste démocratique ne descendra pas du ciel un matin de printemps. Devons-nous attendre, l'arme au pied, la "situation politique" qui, un jour permettra de changer les structures sociales ?... ou, au contraire, devons-nous lutter pour arracher des morceaux de pouvoir économique, disputer pied à pied la gestion de l'entreprise, sa politique générale en matière d'investissements; dénoncer les gaspillages qui se font sur le dos des travailleurs". Plus tard, parlant de la revendication C.F.D.T. de "comités industriels de contrôle, à la gestion tripartite" il demande : "Est-ce de l'intégration ou la mise en place d'un pouvoir économique parallèle ? Ce fameux "double pouvoir" que certains théoriciens rien moins que réformistes considéraient comme une nécessité de la phase de transition". (s'il ne s'agit pas de nous, ici, c'est de gens qui nous sont proches.) Enfin, il tire de tout cela la philosophie, en disant : "Je ne demande si, précisément, la divergence (avec Bergeron) ne reposait pas sur notre optimisme. Au fond, nous croyons à la possibilité d'établir une autre société. Nous pensons que les conditions de la technique elle-même approchent les perspectives d'une véritable libération du monde du travail".

Ces idées, on le remarquera, ne diffèrent en rien de celles de Togliatti. Et elles nous sont bien connues par leur développement au sein du P.S.U. Elles sont le produit d'un double phénomène :

- 1°) L'abandon de toute stratégie révolutionnaire par les partis communistes en Europe, et en France en particulier, depuis plusieurs décennies, et leur pratique d'organisation des défaites qui a sensiblement usé leur capital de confiance (accumulé par les victoires révolutionnaires des autres) mais a jusqu'ici réussi à être couverte pour l'essentiel par des alibis : en particulier les beaucoup plus évidentes trahisons social-démocrates.
- 2°) La prolongation d'une conjoncture économique favorable depuis la Seconde Guerre mondiale qui a fait renaître la vieille idée beffatainienne, pourtant déjà contredite deux fois par l'histoire, que le capitalisme et la société bourgeoise n'ont pas besoin d'être renversés et détruits, mais peuvent être grignotés de l'intérieur au cours d'un lent processus d'évolution. L'auto-régulation dite "néo-capitaliste" tend à accrédi- ter la nouvelle forme de cet "évolutionnisme" anti-marxiste.

Nous croyons Descamps quand il nous dit que les trois quarts des permanents de la C.F.D.T. sont des "militants licenciés de leurs entreprises et fichés sur les listes rouges du patronat". Nous ne ferons pas chorus avec leurs insulteurs. Nous pensons que nombre de ces militants sont jeunes, que leur expérience est purement syndicaliste et qu'ils feront l'expérience du caractère utopiste de leur tentative de

ceux-ci, la nécessité où la C.F.D.T. s'est trouvée de manifester son hostilité (après la C.G.T. et F.O.) aux décisions de la commission du plan, après constat de la duperie de la politique des revenus, devraient donc nous amener à revoir le problème dans son fond. Mais, par ailleurs, l'honnêteté de départ des militants n'est garant de rien pour l'avenir, et tout serait simple si les débats doctrinaux ne faisaient qu'opposer des salauds à d'honnêtes militants.

Le voie suivie par la C.F.D.T. a conduit déjà des tas de gens, d'étape en étape, de la volonté de contestation purement légale à la conciliation "réaliste", et de celle-ci à la collaboration de classe avec tout son cortège de complicités, jusqu'aux pires. L'équivalent de ce que les dirigeants F.O. refusent aujourd'hui à De Gaulle, ils l'accorderaient hier à un gouvernement Mollet. Les exemples de Wilson et de Thami nous crevent les yeux et nous montrent l'usage qu'il ne faut pas faire d'un rapport de force favorable aux travailleurs. Demain, un gouvernement de quelques "jacobins" ne peut-il pas demander de "patienter" aux dirigeants syndicalistes qu'ils ont déjà convaincus de leur communauté de vues sur une "transition" évolutive vers la "démocratie socialiste". En général, ces "démocraties renouvelées" finissent par le désappointement des masses qui ont soutenu la montée au pouvoir des "gradualistes" de gauche ; et le reflux de ceux qui ne se sont pas battus pour que "cela continue comme avant" provoque le retour du balancier à droite - plus ou moins violemment.

Ce n'est pas un "procès d'intention" (comme dit Deccamps) que nous faisons donc à la C.F.D.T., mais un pronostic sur les conséquences possibles de son inattention.

Le contrôle n'est pas la gestion. La gestion ne peut être "paritaire" entre les classes ennemies, car les intérêts sont inconciliables. La revendication de contrôle, elle, est juste, mais elle consiste, non pas dans l'apprentissage de la gestion, mais dans le dévoilement du scandale du profit capitaliste, de l'anarchie de sa production conduite aux seules fins du plus grand profit, et non de la satisfaction des besoins. Le contrôle doit être une école de contestation, non pour l'amélioration du fonctionnement de l'économie de profit, mais pour l'expropriation du capital et la collectivisation.

Ceci signifie que la transition n'est pas un phénomène qui se passe au niveau des organismes de gestion, mais doit être le produit d'une lutte de toute la classe travailleuse pour transformer le rapport des forces avec la bourgeoisie, aussi bien sur le plan politique qu'économique. Pour être autre chose qu'une vaine protestation, et devenir un "double pouvoir", la contestation ne peut se limiter aux revendications économiques, mais doit être soutenues par des actions politiques qui saient l'Etat bourgeois lui-même, c'est-à-dire qui tiennent en échec sa police et son armée et dressent en face de l'administration étatique l'ordre des travailleurs organisés.

La plus grande faiblesse du "nouveau réformisme" c'est ce qu'il croit sa plus grande force et qu'il oppose comme un réalisme au "romantisme révolutionnaire", c'est d'être un "économisme" et de passer à côté des problèmes politiques, ceux de l'Etat, oubliant que la société bourgeoise n'est pas seulement un tigre économique de papier-monnaie, mais qu'il a des dents et des griffes d'acier.

Nous discuterons tant qu'il le faudra avec tous les nouveaux réformistes, mais il est évident que ce n'est pas sur le plan de la théorie que les problèmes seront tranchés. Ce sera dans la lutte. Et tant qu'un programme de transition ne sera pas adopté et mis en application par, au moins, une grande centrale syndicale, le nouveau réformisme aura beau jeu d'opposer son "réalisme" et ses "objectifs larges" aux grèves perpétuelles pour 5% d'augmentation repris le lendemain (quand ce n'est pas la veille) par la hausse des prix et l'inflation.

Michel LAURENT

Notre rôle de liaison et de regroupement est destiné à faire aboutir la propagande authentiquement socialiste que font nos camarades en milieu ouvrier. Les articles publiés dans le 'L'Institant' visent un seul but : la victoire finale de la classe ouvrière. L'unité syndicale est indispensable à cette victoire. Comment y parvenir ? L'article suivant nous avait d'abord été envoyé sans sa conclusion : "La solution d'unité". Publié tel qu'il était, c'était risquer de recevoir de si nombreuses réponses que la place nous aurait manquée. Nous avons donc soumis le projet d'article à des camarades enseignants, métallurgistes, électriciens, etc, et demandé à DUTELU de tenir compte, éventuellement, de leurs remarques, et de donner une conclusion à son article.

-:-

NON, la FÉDÉRATION de l'ÉDUCATION NATIONALE n'est pas un modèle de SYNDICALISME

---

Il y a des baudruches qu'il faut crever. Pour beaucoup de syndiqués, la FÉDÉRATION de l'ÉDUCATION NATIONALE apparaît comme un arbitre et comme un modèle syndical. Qu'en est-il en réalité ?

Les raisons qui font apparaître la FÉDÉRATION comme l'appareil indispensable de la réunification syndicale.

Lors de la funeste scission syndicale de 1947 les enseignants avaient à choisir entre la CGT et FO. Ils choisirent une troisième voie : l'autonomie. C'est ainsi que fut créée la FÉDÉRATION de l'ÉDUCATION NATIONALE, qui regroupe une multitude de syndicats nationaux correspondant aux nombreuses catégories de fonctionnaires relevant du ministère de l'Éducation nationale. Il est incontestable, que ce choix a évité l'éparpillement des syndiqués ; en conséquence, la majorité des enseignants est syndiquée et la FÉDÉRATION peut à la vérité prétendre qu'elle est largement représentative des milieux enseignants.

Il est vrai également que, par sa masse de syndiqués et par son unité corporative apparente, la FÉDÉRATION jouit d'un grand prestige dans les milieux syndicalistes.

Ce prestige a encore été renforcé par son attitude courageuse devant le régime issu du 13 mai 1958. La FÉDÉRATION est la seule centrale syndicale qui a su réaliser une grève unanime, quelques jours à peine après le putsch d'Algérie.

Par ailleurs elle vante son organisation intérieure, son système de démocratie interne, l'existence des tendances, corrigée cependant fortement par l'existence d'un bureau strictement homogène, ce qui permet de réduire l'opposition à la portion congrue.

L'envers du décor.

Tout d'abord les vertus de l'autonomie ont leurs limites. Beaucoup d'enseignants, lors de la création de la FÉDÉRATION autonome, croyaient sincèrement que ce n'était qu'une mesure de repli essentiellement provisoire. Mais aujourd'hui, cet état provisoire dure depuis 18 ans et la majorité, qui préside aux destinées de la Fédération se qualifie purement et simplement d'autonome ; ce qui en 1947 n'était qu'un moyen est devenu aujourd'hui une fin en soi.

Un corporatisme le plus étroit.

La FÉDÉRATION est d'autre part une étrange centrale ; dans la poussière des syndicats nationaux qui la composent, seuls 3 syndicats ont une influence : tout d'abord le SNE qui joue un rôle prépondérant, en 2e rang le SII et le SIA qui représentent les enseignements du 2e degré classique et technique.

Chaque syndicat agit pour son propre compte, sans trop s'intéresser aux syndicats voisins. La FÉDÉRATION ne peut que constater leurs divergences

.../...

et n'a aucun moyen d'endiguer une politique fédérale. En ce moment même, le S.E.S et le S.A.E.T mènent une action corporative propre, par le moyen d'une grève administrative. Le S.A.E.T se bat, le S.H.I ignore. Chaque syndicat mène sa propre action indépendante, action qui consiste le plus souvent à tirer les pieds de biche ministériels ou plutôt des chefs de bureaux.

Dans ces conditions, il est évident qu'aucune action d'ensemble n'est possible. Les syndicats sont loin d'être d'accord au point de vue pédagogique ; la F.E.N en est donc réduite à l'immobilisme complet. Il lui est impossible de mettre sur pied un projet de réforme de l'enseignement ; heureusement elle a trouvé dans ses archives le projet LAROUSSE-WALTON, qui lui sert non de projet sérieux, mais d'alibi. Pendant ce temps, Fouchet fera passer sa réforme sans trop d'opposition.

Quant aux grands problèmes, mis à part la période des Congrès, ils ne sont jamais étudiés. D'ailleurs il n'y a aucune vie syndicale ; les réunions de section sont bouclées de 5 à 6h, une ou deux fois par trimestre devant des assemblées squelettiques ; l'assemblée générale départementale a lieu quelques jours avant le congrès fédéral et se tient devant une partie du bureau fédéral augmenté d'une dizaine de syndiqués.

La solution d'Unité : retour des Enseignants à la C.G.T.

Dix-huit ans après la scission il est vain de croire à la vertu de l'autonomie. Il faut choisir en toute clarté. Les camarades ex-cogédistes qui pensent devenir majoritaires à la F.E.N perdent leur temps depuis plus de 10 ans. Les amis avoués ou camouflés de Guy Mollet tiennent bien en main l'appareil de la F.E.N ; ils appartiennent peut-être parfois à des tendances opposées, mais ils ont un point commun, l'anticommunisme.

Les majoritaires de la F.E.N se sont dévoilés il y a quelques années ; voulant jouer leur rôle d'arbitre syndical, ils ont tenté de réaliser l'unification syndicale. Cela a donné naissance au M.S.U.D. (Mouvement Syndical Uni et Démocratique), qui a fait long feu. La tentative voulait en fait aboutir à une unité organique, à l'exclusion des communistes. Le bon sens des travailleurs l'a fait pitoyablement échouer.

Aujourd'hui, le problème de l'unité ne peut passer par la F.E.N autonome. L'unité, pour les enseignants, comme pour les autres travailleurs, ne se fera pas par l'accumulation des vœux pieux. Elle ne peut se faire que par un retour aux sources, à savoir selon le principe de la lutte des classes en liaison avec le principe de l'internationalisme prolétarien.

Ces principes, en aucune façon, ne peuvent pas être ceux de FO ni de la C.F.D.T malgré la bonne volonté de certains de leurs militants, pas davantage ceux de la F.E.N autonome. Par contre, ces principes sont ceux de la C.G.T. Il n'y a donc qu'une solution d'unité pour les enseignants, comme pour leurs frères de classe de la grande famille du travail : le retour à la C.G.T.

Camarades qui figurez sur la tendance BOUCHES du RHONE ou ECOLE PRINCIPALE, prenez vos responsabilités.

Vos responsabilités ne consistent pas à livrer un combat obscur pour grignoter la citadelle des amis de Guy Mollet ; elles consistent à appeler ceux qui vous font confiance à rejoindre en bloc la C.G.T.

Vive une F.E.N-C.G.T., active, capable de devenir à brève échéance majoritaire chez les enseignants !

Michel DUTHU  
Cercle Germinal - Toulouse

Sur l'article de la FEN, nous n'avons reçu que les réflexions suivantes. Nous en tirons les passages essentiels :

BOUYER, de Colombes (syndicat : ?)

"Il est impossible de séparer la FEN de son milieu qui est formé en majeure partie d'enseignants. Or, si l'on tient compte de l'origine sociale des élèves du secondaire et du supérieur, les enseignants sont issus de la petite bourgeoisie et continuent à appartenir à cette couche sociale, oscillante par excellence, et dont les réactions résultent de la politique des deux classes qui l'entourent : bourgeoisie et classe ouvrière"... La FEN regroupe effectivement la grosse majorité des syndiqués.

"La FEN est elle-même divisée pour deux raisons : 1°) sa structure corporatiste : ses syndicats sont des syndicats de catégories. 2°) l'existence de trois courants (appelés tendances) qui sont des fractions organisées : la fraction réformiste et droitière : tendance A (autonome) ; la fraction ex-cégétiste et progressiste (y compris les chrétiens de gauche) : tendance B ou VASE ; la fraction "Syndicaliste Révolutionnaire" (anarcho-syndicalistes, marxistes de diverses origines, etc...) : tendance "École Emancipée".

Cet ensemble montre à la fois la force numérique de la FEN et ses limites. Elle peut, par la présence même des différents courants servir de lien entre certaines centrales, mais elle est incapable d'impulser un mouvement général car elle ne peut même pas concilier ses différents syndicats.

#### Conclusion.

Pourtant, avec tous ses défauts, la FEN existe et continue à avoir auprès des enseignants, un attrait suffisant pour que son existence ne soit pas actuellement mise en cause, les organisations ouvrières n'offrant d'ailleurs pas de perspectives très alléchantes. Cependant l'évolution des structures de l'Éducation nationale secoue fortement la fédération. Face à ce bouleversement en cours, il semble que deux voies seulement soient ouvertes.

- essayer de maintenir les structures actuelles le plus long temps possible (aussi bien dans la FEN que dans l'Éducation nationale)
- prendre acte de l'évolution des structures de l'enseignement (ce qui ne signifie pas accepter toutes les décisions du pouvoir) et réorganiser la FEN en faisant d'elle un syndicat qui regrouperait tous les salariés de l'Éducation nationale (enseignants et non-enseignants). Ce syndicat étant divisé en sections locales et non en sections de catégories.

DUELLIL, de Sarcelles (correcteur, Fédération du livre, CGT).

"...Un syndicat basé sur la lutte des classes doit-il distinguer les cadres des ouvriers ? Conversation patronale entendue hier dans le bus : "Les cadres moyens sont aussi loin des décisions de l'entreprise que les vulgaires employés". C'est ce patron qui a raison de mettre dans le même sac cadres moyens (bernés par quelques aumônes) et les "vulgaires employés". Il a le sens de sa classe, lui, mais la CGT ne l'a pas en créant des syndicats de cadres, séparant ceux-ci des employés et ouvriers... Il faut se battre où sont les autres.. Il est préférable de se battre dans le syndicat regroupant pour ainsi dire toute la profession. Partir tout seul ne signifie rien ; partir en gros groupe est plus important ; se débrouiller pour entraîner une majorité est encore mieux..."

.../...

Pour les enseignants : se battre dans la FE, dans sa tendance révolutionnaire, l'Ecole Emancipée, malgré ses défauts, avec les ex-cégétistes (hélas, pas révolutionnaires du tout, ceux-là!).

BERTHOLD, Saint-Gratien (instituteur, SNI).

Les ouvriers doivent militer dans les syndicats sur des positions de classe... "Un ouvrier, un employé, un fonctionnaire a le choix entre deux syndicats de classe, CGT et FO. Les enseignants grâce à l'autonomie conjoncturelle de I. 17 ont préservé à la FEN le caractère du seul syndicat enseignant de masse.

La FEN n'est pas un modèle syndical mais elle possède un avantage non négligeable : elle reconnaît le droit de tendance. Ce qui a permis la préservation de la seule tendance révolutionnaire organisée dans le mouvement syndical. Cette tendance, l'Ecole Emancipée, regroupe des syndicalistes révolutionnaires (type 1920), des anarchistes, des marxistes révolutionnaires, quelques F.S.U., des trotskystes & différents groupes, des libres penseurs. Ces militants se placent toujours sur un plan de classe. Il me semble que les enseignants minoritaires PSU ou que les militants du CLRS devraient rejoindre cette tendance.

---

---

ABONNE-TOI == 5 F... c'est donné

---

---

VIENS les 10 et 11

avril 000

pour l'accueil, compte sur

les Parisiens & Provençales.

---

---



## CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DU C.L.R.S.

Une des grandes questions à l'ordre du jour dans le mouvement ouvrier français est la suivante :

Comment faire pour que les luttes à caractère économique puissent déboucher sur une victoire ?

Cette question, simple en apparence, recouvre en réalité toute une série d'autres problèmes :

### 1) - Choix des mots d'ordre unitaires

Il y a là matière à discussion. Par exemple, le mot d'ordre de réduction du temps de travail est-il ou non susceptible d'être un mot d'ordre unitaire et mobilisateur dans la période actuelle de licenciements et de réduction d'horaires ?

### 2) - Comment généraliser les revendications de salaire ?

Ceci sous-entend que l'on aborde dans les syndicats la question des grèves catégorielles qui sont encore en vigueur.

3) - Quelles sont les perspectives ouvertes par les grèves du secteur public ; quelles sont les conditions pour que le secteur privé s'associe aux luttes commencées le 11 décembre ? N'y a-t-il pas une question de perspectives politiques à résoudre pour que les mouvements revendicatifs puissent s'étendre ?

### 4) - Où mène l'actuelle évolution des diverses Centrales ?

Allons-nous vers une restructuration d. mouvement syndical ?

5) - En quels termes se pose l'application de notre stratégie d'unification après le discours de Frachon, le congrès C.F.D.T., l'appel à la grève générale de F.O., les actions unitaires des 11 décembre et 27 et 28 janvier.

Ce catalogue de questions est loin de trouver ici une fin. Mais, il présente à notre avis, deux avantages : d'une part, une suite de sujets pour le bulletin Le Militant, et d'autre part, une possibilité de donner, partiellement ou moins, une réponse aux problèmes que se posent les militants ouvriers engagés dans leur syndicat.

L'intérêt de ces diverses questions, ou plus exactement de ces diverses discussions que le C.L.R.S. doit avoir, réside en ceci : qu'il y a une possibilité d'associer à nos travaux, non seulement des militants d'usine, mais également des responsables syndicaux (FEN, SNI, FO, CFDT) extérieurs au C.L.R.S. Nous pensons qu'il ne manque pas de ces militants qui ne voient pas ou mément les actuelles luttes revendicatives, mais qui sont encore très loin de vouloir adhérer à un parti ou à un programme politique. Il s'agit, pour nous, de donner à ceux-là une possibilité de coordonner leurs activités en milieu syndical et d'avancer, avec nous, vers les solutions politiques des problèmes du mouvement ouvrier.

C'est là, le rôle que doit jouer le C.L.R.S., et c'est par ce

moyen qu'il pourra s'élargir. Le C.L.R.S. ne saurait être un nouveau parti ; il ne peut se développer qu'en tant que centralisateur et coordinateur de l'action pour l'unité syndicale et la généralisation des luttes.

### QUELQUES PROPOSITIONS PRATIQUES

1) - Pour l'une des prochaines réunions du C.L.R.S. (fin avril par exemple), il nous semble que la question de la stratégie ouvrière (lutttes revendicatives et lutttes politiques) pourrait être abordée à fond à condition d'être le point unique de l'ordre du jour. Il nous restassez de temps pour préparer sérieusement cette réunion.

Son objectif no 1 serait d'éclaircir les idées des membres du C.L.R.S. sur cette question des plus importantes.

Son objectif no 2 serait de préparer une seconde conférence ouvrière du type de celle des 21 et 22 novembre dernier ; il serait d'ailleurs souhaitable que cette seconde conférence ait un caractère plus large que la première. Nous sommes en droit de penser que la question de la stratégie ouvrière peut intéresser des militants syndicaux (y compris le PUMSUD) et révolutionnaires, sans oublier certains militants du P.S.U. qui sont majoritaires comme d'autres seraient électeurs communistes au cours d'une période électorale.

2) - Pour l'organisation des discussions et la formation, il serait tout à fait souhaitable que soient constituées de véritables commissions qui se chargeraient de préparer les débats en produisant un ou des textes d'approche du problème à étudier. Des débats qui suivraient, ces commissions pourraient fort bien tirer des plaquettes qui seraient utilisées pour la formation politique dans les groupes qui constituent le C.L.R.S. ou pour de petites conférences locales ou encore pour une diffusion parmi les militants syndicaux que nous pouvons toucher. Là encore, ce serait un excellent moyen de faire connaître le C.L.R.S. et son travail.

3) - Pour LE MILITANT, il nous semble possible de faire une véritable planification des articles ; pour cela, il faut une réunion spéciale du comité de rédaction au cours de laquelle il faudrait sérier les questions à traiter. Un point de départ existe : une discussion déjà eu lieu dans les colonnes du MILITANT à propos de la C.F.D.T. Il est possible de poursuivre ce genre de débat à propos de l'évolution de la C.G.T. ou de la F.E.N. ; d'une manière générale, il serait heureux qu'après les discussions sur la C.F.D.T. on enchaîne sur la perspective de restructuration du mouvement syndical. Une planification des écrits publiés dans LE MILITANT a d'autant plus d'importance que déjà des camarades s'orientent vers une diffusion semi-publique de ce bulletin.

Ces quelques propositions sont susceptibles de modification ou de recevoir des compléments. Il faut donc en discuter. Elles ne visent qu'à une chose : faire du C.L.R.S. le véritable coordinateur du travail en milieu ouvrier.

Jacques PESQUET.